

ACTES DE LA CONFERENCE AFD SUR L'EMPLOI DE DEMAIN EN AFRIQUE CONTINENTALE : QUELLES OPPORTUNITES POUR LA JEUNESSE ?

Paris – 25 & 26 avril 2017

En Afrique continentale, la jeunesse est une richesse. Forte de son énergie et de sa créativité, elle est l'élément moteur pour réussir les transitions économiques, sociales ou encore écologiques à l'œuvre sur le continent.

Investir dans l'emploi et soutenir l'accès des jeunes générations, et notamment des jeunes femmes, à des emplois décents, c'est témoigner de notre confiance envers cette jeunesse.

Alors qu'elle s'apprête à renforcer ses actions dans ce domaine, l'Agence Française de Développement a souhaité mobiliser ses partenaires, au premier plan desquels les jeunes, pour réfléchir, ensemble, au monde du travail de demain et aux opportunités pour les nouvelles générations d'Afrique continentale.

La journée du 25 avril a donné la parole aux jeunes afin de mieux comprendre leurs attentes et proposer des solutions adaptées à leurs aspirations. Trois tables rondes ont permis d'approfondir les sujets liés à l'entrepreneuriat, la transition numérique et l'insertion socio-professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité.

La matinée du 26 avril, coorganisée avec Fert et Montpellier SupAgro, a été consacrée à l'emploi des jeunes en milieu rural. A partir de regards croisés d'acteurs de formation - recherche et développement, cette matinée a permis d'échanger sur les conditions d'insertion des jeunes dans les métiers agricoles et para-agricoles.



SOMMAIRE DU DOCUMENT

Programme du jour 1 de la conférence :	3
Introduction	4
Témoignages : Les partenaires techniques et financiers face aux attentes de la jeunesse	5
Table ronde 1 : L'entrepreneuriat : un levier pour lutter contre le chômage des jeunes ?	6
Table ronde 2 : La transition numérique, mirage ou opportunité pour la jeunesse africaine ?	8
Table ronde 3 : Comment favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité ?	10
Conclusion	12
Programme du jour 2 de la conférence :	14
L'AFD se mobilise pour l'emploi des jeunes ruraux en Afrique	15
Comprendre les processus d'insertion des jeunes en agriculture pour mieux les accompagner	15
Face à l'impasse qu'esquisse l'équation planétaire de la démographie et de l'emploi, un nécessaire changement de paradigme agricole ?	16
Les jeunes face à l'agriculture quand ils n'ont ni formation, ni appui	17
Des jeunes formés et accompagnés s'installent en agriculture familiale et, malgré des difficultés, obtiennent des résultats positifs	18
Des processus d'installation positifs liés à la formation et à l'accompagnement	19
Pérenniser l'installation des jeunes en agriculture	22
Changer d'échelle, une équation impossible ?	24
La « formation de masse » en question	24
Pour conclure	25



PROGRAMME DU JOUR 1 DE LA CONFERENCE :

Emploi des jeunes en Afrique continentale :
Quelles opportunités pour la jeunesse ?

25 Avril 2017

A l'Agence Française de Développement

Modératrice : Emmanuelle Bastide (RFI - 7 milliards de voisins)

08h30 – 09h00 | Accueil des participants

09h00 - 09h15 | Introduction

- Marie Hélène Loison – Directrice Géographique Méditerranée de l'AFD
- Jean Pierre Marcelli – Directeur Géographique Afrique de l'AFD
- Marie Pierre Nicollet – Directrice Département Développement Humain de l'AFD

09h15 - 10h45 | Les partenaires techniques et financiers face aux attentes de la jeunesse

Témoignages de jeunes bénéficiaires

- Tchad – Assidjim Alladoun
- Sénégal - Astou Ndiaye FALL
- Tunisie – Haïfa Ksouri
- France – Terry Caloc

Quelles solutions aux attentes de la jeunesse ?

- OCDE - Alexandre Kolev
- AFD – Virginie Bleitrach
- Banque Africaine de Développement - Justin Murara
- Bureau International du Travail – Valter Nebuloni

10h45 - 11h15 | Pause-Café

11h15 - 13h00 | Table ronde 1 : L'entrepreneuriat : un levier pour lutter contre le chômage des jeunes ?

- OCDE - Alexandre Kolev
- MarocPME - Larbi Benrazzouk
- Initiative France – Louis Schweitzer
- Bioabondance – Astou Ndiaye
- Batik International - Sarahi Gutierrez

13h00 – 14h00 | Déjeuner

14h00 - 15h45 | Table ronde 2 : La transition numérique, mirage ou opportunité pour la jeunesse africaine ?

- CNNum - Emmanuelle Roux
- CDC - Nicolas Turcat
- OpenClassrooms - Pierre Dubuc
- NUMA - Raphaëlle Neyton
- CTIC Dakar – Eva Sow Ebion

15h45 – 16h15 | Pause-Café

16h15 - 17h45 | Table ronde 3 : Comment favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité ?

- CGAP – Aude de Montesquiou
- ESSOR – Alladoun Assidjim
- Mercy Corps - Bertrand Effantin
- CARE France - Hervé Bonino
- Groupe SOS - Frédéric Bailly

17h45 – 18h15 | Conclusion

- Banque Mondiale - David Robalino
- AGYP powered by MEDEF - Gilles Roland
- AFD – Céline Gratadour,
- AFD - Virginie Lucas
- AFD - Florent Sassatelli



INTRODUCTION

- Marie Hélène Loison

AFD Directrice Géographique Méditerranée

- Jean Pierre Marcelli

AFD Directeur Géographique Afrique

- Marie Pierre Nicollet

AFD Directrice Dép. Développement Humain

La jeunesse est une richesse. Jamais elle n'a été plus éduquée, connectée, active, mobile. Forte de son énergie, de sa créativité, porteuse de changement, elle est une opportunité, l'élément moteur sans lequel aucune mutation ne pourra être réussie.

Soutenir l'accès des jeunes générations à des emplois décents, faciliter leur mobilité professionnelle dans un **monde du travail en profonde mutation est urgent** pour permettre à chacun d'accéder sereinement à l'âge adulte, fonder un foyer, une famille, accéder au logement, gagner son autonomie et devenir **acteur d'un projet de société en commun.**

Investir dans l'emploi, c'est témoigner notre confiance envers la jeunesse. Un signe d'espoir. Une priorité de ce début de XXI^{ème} siècle. Un défi majeur inscrit au cœur de l'agenda international pour un développement plus harmonieux et apaisé.

Avec 40 millions de jeunes arrivant sur le marché du travail chaque année, **il représente un enjeu de masse en termes d'opportunités de développement économique et social.** Or aujourd'hui, les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent 35% des chômeurs et près de 40% des travailleurs pauvres¹. Le développement autonome des jeunes demeure très fragile et le coût de l'inaction élevé, pour tous.

L'Afrique est particulièrement concerné. C'est est un continent jeune et impatient qui devrait représenter 50% de la croissance démographique de la planète dans les 35 prochaines années C'est aussi une région où l'impact de la mondialisation déstructure peut-être plus qu'ailleurs les modes traditionnels d'entrée des jeunes dans l'emploi. Les taux de chômage et de sous-emploi élevés, l'emploi précaire ou de faible qualité et la montée en puissance du phénomène des NEET² affectent profondément les équilibres sociaux et le monde du travail³. Si l'Afrique du Nord est la région du monde observant le taux de chômage le plus élevé chez les jeunes (à savoir 30%), l'Afrique sub-saharienne se démarque par une forte prévalence de la pauvreté : 70% des jeunes travailleurs vivent avec moins de 3,10\$ par jour en 2016. De plus, la plupart des jeunes vivent encore en milieu rural en Afrique. Parmi ceux disposant d'un emploi non agricole, plus de la moitié reste tributaire d'un travail informel, souvent faiblement productif, générant peu de

revenus et ne garantissant aucune protection sociale.

Renforcer l'autonomie des jeunes, dans un contexte d'économie majoritairement informelle et en pleine mutation, impose de lever les blocages d'accès à l'activité économique, de favoriser la mobilité sur le marché du travail et l'entrepreneuriat et d'adapter l'organisation et les formes du travail et les pratiques sociales des opérateurs économiques.

Il est également urgent de lutter contre les disparités profondes et inégalités qui persistent au détriment des jeunes en situation de vulnérabilité. C'est plus particulièrement le cas des jeunes femmes. En dépit d'un accès croissant à l'éducation, les jeunes femmes se heurtent à des obstacles considérables pour accéder au marché du travail et s'y maintenir. Partout en Afrique et particulièrement en Méditerranée, le chômage des jeunes femmes dépasse largement celui de leurs homologues masculins. Les femmes souffrent de ségrégation horizontale (métiers perçus comme « féminins » relativement peu qualifiés, faiblement productifs et mal rémunérés) et verticale (sous-représentation des femmes dans les niveaux hiérarchiques supérieurs, déséquilibre de salaire).

Si ces constats peuvent être source d'inquiétudes, ils ne doivent pas nous faire perdre de vue que **la jeunesse est avant tout une promesse.** Ce sont les nouvelles générations qui façonneront le monde de demain et auront à relever les mutations profondes qui traversent nos sociétés, à occuper de nouveaux métiers, à inventer de nouvelles formes de travail, à tester de nouveaux modèles...

C'est un formidable défi pour les acteurs du développement, qui, avec les jeunes, doivent penser le monde du travail au futur...



1 Id est vivant avec moins de 3,10\$ par jour

2 Not in Education, Employment or Training

3 Emploi et questions sociales, Tendances 2016.

Les partenaires techniques et financiers face aux attentes de la jeunesse

Témoignages de jeunes bénéficiaires

- Tchad – Alladoum Assidjim
- Sénégal - Astou Ndiaye
- Tunisie – Haïfa Ksouri
- France – Terry Caloc

Quelles solutions aux attentes de la jeunesse ?

- OCDE - Alexandre Kolev
- AFD – Virginie Bleitrach
- BAD - Justin Murara
- BIT – Valter Nebuloni

Alladoum ou comment rebondir ingénieusement après une déception professionnelle

Issu d'un milieu modeste, Alladoum a eu l'opportunité de suivre des études de droit au Cameroun grâce aux efforts financiers de sa famille. Diplômé d'une maîtrise de droit à Yaoundé, Alladoum rêvait de devenir magistrat mais a vite déchanté face à la réalité du marché de l'emploi au Tchad (concours de magistrat non lancé, cabinets d'avocats surchargés).

Acceptant l'offre d'une petite association, Alladoum a choisi de se réorienter en devenant coordinateur de projet. Volontaire et motivé, il a réussi à construire son propre projet professionnel pour devenir le référent technique FIP (Formation et Insertion Professionnelle) pour l'ONG française ESSOR au Tchad.

Du discours d'Alladoum on retient le plaisir de pouvoir présenter son opinion en tant que jeune, de pouvoir s'exprimer sur les difficultés rencontrées en termes de recherche d'emploi, la confusion des entreprises entre manque de compétences et manque de motivation, le souhait des employeurs de « jeunes prêt-à-porter » sans être forcément eux-mêmes dans une posture de « prêt-à-accompagner », à donner cette expérience professionnelle permettant au jeune de devenir plus « employable » ... et la nécessité de devoir abandonner un rêve pour mieux rebondir. Alladoum a par ailleurs insisté sur le besoin de politiques publiques plus cohérentes, qui écoutent les besoins des jeunes, leurs problèmes ... sans les caricaturer.

Astou ou comment tout laisser tomber pour se lancer dans l'aventure entrepreneuriale

Titulaire d'un diplôme français, Astou rentre au Sénégal en 2010 et sous les conseils de sa mère décide d'intégrer une grande entreprise sénégalaise (Sénégal Airlines) pour engranger de l'expérience. Astou gravit rapidement les échelons et prend la tête du département marketing qu'elle finira par abandonner pour lancer son propre projet, Bioabondance, axé sur la constitution de biomasse à partir des déchets agricoles.

Astou estime que son parcours n'est pas atypique et que l'environnement sénégalais est plutôt favorable à la création d'entreprise. Elle regrette néanmoins le manque de confiance qui tire, en permanence, la jeunesse vers le bas, et les perceptions pessimistes, notamment des personnes proches, concernant la possibilité pour les jeunes femmes de monter leur entreprise. Astou conclut sur un paradoxe: les jeunes n'ont pas confiance en eux ... alors que les entreprises ne peuvent pas se passer d'eux.

Haïfa ou pourquoi il est important de persévérer

Issu d'un milieu modeste, Haïfa est la première de sa famille à faire des études et a obtenu brillamment une licence en informatique option commerce électronique. Contre l'avis de sa famille, qui souhaitait la voir travailler, Haïfa poursuit sur un Master en management qu'elle obtient en 2016.

Une fois diplômée, Haïfa est confrontée à la réalité du marché de l'emploi en Tunisie et peine à trouver un emploi. Aujourd'hui, elle a rejoint le programme Nouvelle Chance Tunisie mené par des enseignants bénévoles de son université afin d'accompagner les diplômés chômeurs dans leur recherche d'emploi.

On retiendra du témoignage d'Haïfa, l'inadéquation entre les emplois proposés et les formations suivies notamment au niveau des stages (insuffisants en contenu et durée), la difficulté d'être jeune diplômé au chômage vis-à-vis de l'entourage et l'importance de l'accompagnement proposé par l'Association Nouvelle Chance pour rompre l'isolement, reprendre confiance et estime de soi...

Terry ou comment réinventer sa vie grâce aux formations numériques

Terry a commencé sa carrière professionnelle en tant que soudeur. Formé à la chaudronnerie, à la soudure et à la ferronnerie, Terry a travaillé 10 ans sur des chantiers navals avant de se reconvertir. Bien qu'il gagnât correctement sa vie, Terry « ne supportait plus la répétitivité des tâches...ne supportait pas l'ennui... » ni les perspectives liées à ce métier (en raison de la pénibilité du métier de

soudeur, nombre de ses collègues partaient à la retraite sans pouvoir en profiter).

Désireux de vivre une vie qu'il a choisie, Terry se forme sur la plateforme web OpenClassrooms et obtient son diplôme de développeur. Aujourd'hui c'est un jeune entrepreneur qui, certes, gagne moins d'argent qu'en tant que soudeur, mais est épanoui par une voie professionnelle qu'il a lui-même choisie.

Pour Terry, le problème des jeunes n'est pas lié à la motivation mais au fait qu'on leur propose des choses qui ne leur conviennent pas. Il rejoint Astou au sujet du manque de confiance, car pendant longtemps il a pensé qu'il serait ouvrier toute sa vie et qu'il ne pouvait pas rêver mieux.

L'avantage des formations en ligne réside pour lui dans l'absence de prérequis et de préjugés. On ne vous demande pas si vous avez le bac, on vous laisse travailler à votre rythme et, cerise sur le gâteau, les formations sont quasi gratuites.

Les réactions des partenaires techniques et financiers

Alexandre Kolev présente une étude de l'OCDE sur les aspirations de la jeunesse et confirme le ressenti de nos jeunes participants :

- La plupart des jeunes veulent travailler dans le secteur public, devenir cadres, ont des attentes très ambitieuses ... en décalage avec la réalité du marché du travail
- Ce constat est encore plus prégnant pour les jeunes diplômés du supérieur.

Virginie Bleitrach souligne que l'AFD se veut à l'écoute de la jeunesse et de ses besoins. Les aspirations de la jeunesse (« notre boussole ») doivent permettre d'orienter les actions des bailleurs afin d'accompagner des parcours d'éducation-formation, des trajectoires vers l'emploi et la citoyenneté.

En termes d'emploi, la stratégie de l'AFD propose quatre axes d'intervention dans le cadre d'une approche plus intégrée. Il s'agit de :

- Favoriser l'employabilité des jeunes
- Encourager l'intermédiation, les services de l'emploi et la création d'emploi
- Renforcer la qualité des emplois
- Soutenir l'insertion des populations vulnérables

Pour **Justin Murara**, trois piliers de la stratégie de la BAD doivent permettre de viser une croissance inclusive et créatrice d'emplois en Afrique :

- Intégration : toutes les opérations de la BAD (énergie, agriculture...) doivent permettre de créer de l'emploi directement ou indirectement (« chaque dollar investi doit

rapporter quelque chose en emploi »). Cela implique de penser des indicateurs ambitieux mais réalistes et mesurables en termes d'emploi, de former les chefs de projets de la BAD, de changer les mentalités des Etats et des entreprises pour mieux intégrer cette finalité.

- Innovation : il s'agit d'identifier des dispositifs innovants et de les passer à l'échelle lorsqu'ils ont fait leurs preuves.
- Investissement : la BAD va mettre en place des mécanismes souples de financement de l'entrepreneuriat pour encourager les jeunes créateurs.

Enfin, **Valter Nebuloni** souligne que pour le BIT la jeunesse doit être considérée comme un atout et que les enjeux sont tels qu'il est impératif que l'ONU et les agences de développement se coordonnent pour maximiser leur impact. C'est d'ailleurs la finalité de l'initiative « Decent Work for Youth » qui vise à fédérer différentes initiatives pour l'emploi des jeunes.

TABLE RONDE 1

L'entrepreneuriat : un levier pour lutter contre le chômage des jeunes ?

Cadrage :

- OCDE - [Alexandre Kolev](#)

Débat :

- MarocPME - [Larbi Benrazzouk](#)
- Initiative France – [Louis Schweitzer](#)
- Bioabondance – [Astou Ndiaye](#)
- Batik International - [Sarahi Gutierrez](#)

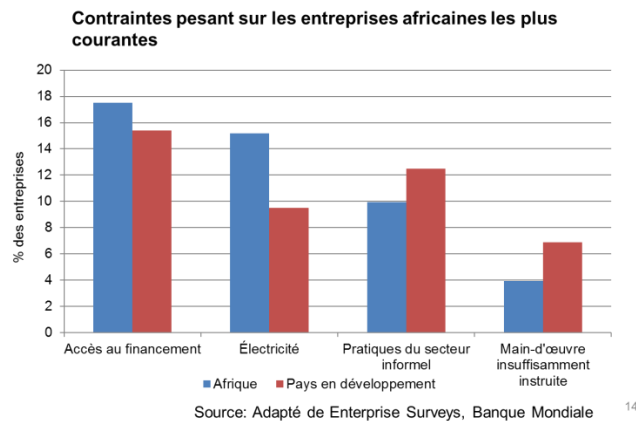
Introduction

Si l'entrepreneuriat est une des solutions préconisées pour favoriser l'emploi des jeunes sur les dix prochaines années, il n'empêche que tous les jeunes ne sont pas nés entrepreneurs, et seule une infime partie des entrepreneurs réussissent dans les pays en voie de développement. L'entrepreneuriat est financièrement plus risqué qu'un emploi classique et mène souvent à une activité de subsistance.

Pour l'OCDE, cette situation s'explique notamment par des carences en termes de compétences managériales, de capital social, par un manque d'analyse fine des opportunités économiques, par le climat des affaires, la prédominance du secteur

informel qui empêche la performance mesurée en termes de rentabilité et d'emplois... et des difficultés plus importantes pour les jeunes femmes en termes de création d'entreprises.

Par ailleurs, il est à noter que les micro-activités informelles dans le service et le commerce de détail sont la norme et que très peu de micro-entreprises génèrent de l'emploi additionnel.



Accompagner la création d'entreprise

MarocPME adapte son accompagnement à quatre typologies d'entreprises (les PME, les TPE, les autoentrepreneurs et les start-ups essentiellement technologiques). L'enjeu est de développer une offre de services en termes d'accompagnement et de financement adaptée à ces différentes cibles. Pour reprendre l'image de la chenille et du papillon, il s'agit d'être en capacité de proposer « des solutions frugales pour le cocon sans aller vers le cocooning ».

Pour MarocPME, la clé réside dans le modèle économique, la capacité à développer « un projet frugal, agile, dynamique...ancré sur le territoire... et ce en lien étroit avec le monde de l'industrie pour amplifier les opportunités d'affaires ». Ainsi, le financement ne doit pas être la priorité et il faut en amont aider les entreprises à structurer leur écosystème (clients, fournisseurs, sous-traitants...), à établir un référentiel coût-qualité-délai et à se connecter à leur territoire. « La tête de l'argent est plus importante que l'argent lui-même ».

De surcroît, l'Etat doit avoir une influence positive. Les réglementations doivent être intelligibles et intelligentes, notamment sur le statut de l'auto-entrepreneur. Outre les simplifications administratives, elles doivent, par exemple, permettre aux autoentrepreneurs et TPE de répondre aux marchés publics. Il s'agit là d'un combat important, car ces marchés offrent des milliers d'opportunités d'affaires et, au final, des milliers d'emplois. Une attention particulière doit être portée d'une part sur l'accompagnement de

personnes en situation de vulnérabilité, notamment les travailleurs handicapés, et d'autre part sur les innovations possibles dans l'économie verte, l'économie circulaire, l'économie sociale, en analysant finement les besoins.

Enfin, si l'on s'intéresse à la chaîne bailleurs de fonds / Etat / organisations locales / bénéficiaires, MarocPME identifie trois freins principaux :

- Les bailleurs de fonds manquent de coordination et mettent en place des procédures draconiennes. Il en résulte un manque d'agilité et une illisibilité des solutions mises en œuvre pour favoriser l'emploi des jeunes.
- Les Etats manquent parfois d'écoute et peinent à transformer les besoins en projets. A ce titre, les enjeux de gouvernance public/privé sont importants mais également public/public pour renforcer la complémentarité des différentes politiques gouvernementales (emploi – industrie).
- Les organisations locales souffrent d'un manque de capacité qui rend le passage à l'échelle de leurs activités difficile.

Comment adapter les solutions françaises à l'international ?

Pour Initiative France, réseau de 220 associations qui emploie 900 permanents et 16 000 bénévoles, l'accompagnement (technique et personnel pour que le créateur connaisse bien les opportunités économiques sur le territoire, évalue ses chances de succès et ait la possibilité de parler à quelqu'un du métier) et le financement (notamment sous forme de prêts d'honneur, i.e. des prêts à la personne sans garantie, et d'accompagnement vers l'obtention d'un prêt auprès d'une banque pour anticiper dès le départ le déploiement de l'activité) sont indissociables et indispensables à la création d'entreprise.

Ils permettent à l'entrepreneur d'optimiser son pourcentage de réussite et peuvent permettre de créer de nombreux emplois à moindre coût. En 2016, Initiative France a soutenu 16 700 entrepreneurs, générant 44 510 emplois pour un coût moyen de 1300€ en France. 90% des entreprises accompagnées sont pérennes.

Si ces mécanismes d'aide à la création d'entreprise ont fait leurs preuves en France, leur adaptation à l'international laisse entrevoir deux limites qui sont le manque de notoriété et la mobilisation de financements pour accompagner les entreprises sur la durée. Les montants nécessaires ne sont pas élevés mais paradoxalement, il est aujourd'hui plus facile de mobiliser 20M€ sur un projet ponctuel

d'envergure que 200K€ pendant 10 ans. Par ailleurs, il est primordial de penser des structurées ancrées localement pour accompagner les entrepreneurs et favoriser les dynamiques de groupe entre permanents et bénévoles.

Témoignage d'une jeune entrepreneuse

Pour Astou Ndiaye, qui a créé récemment son entreprise au Sénégal et atteint aujourd'hui le stade de la levée de fonds, l'accès à l'information et la réticence des institutions financières constituent un problème majeur. A titre d'exemple, un fonds vert a été créé suite à la COP 21 ; le Sénégal a signé les accords, l'entreprise pourrait être éligible, mais aucune information n'est disponible.

Focus sur l'entrepreneuriat des femmes

Sarahi Gutierrez évoque l'entrepreneuriat féminin qui a connu un essor important ces dernières années. Pour de nombreuses femmes, la création d'activité est synonyme d'insertion économique. Elle permet aux diplômées chômeuses de trouver une autonomie économique, aux jeunes mères de famille de subvenir aux besoins de leurs enfants et aux femmes salariées d'obtenir un revenu d'appoint.

Pour autant, en Afrique, les femmes ne représentent que 10 à 20% des entrepreneurs et doivent faire face à de nombreuses difficultés : le manque d'ambitions entrepreneuriales (en partie du fait d'absence de modèle d'entrepreneuse et de la peur de l'échec), les difficultés d'accès au foncier (seulement 4% des femmes en Afrique accèdent à la propriété), au financement bancaire et enfin les freins culturels.



TABLE RONDE 2

La transition numérique, mirage ou opportunité pour la jeunesse africaine ?

Cadrage :

- CNNum - Emmanuelle Roux

Débat :

- CDC - Nicolas Turcat
- OpenClassrooms - Pierre Dubuc
- NUMA - Raphaëlle Neyton
- CTIC Dakar – Eva Sow Ebion

Introduction à l'alphabétisation numérique

En introduction de cette table ronde, le Conseil National du Numérique est intervenu sur différentes questions centrales ; comment le numérique peut être un levier de croissance ? Comment accompagner la mutation des compétences des PME ? Comment arriver à une société apprenante ?

En effet, la révolution numérique est en train de bouleverser notre écosystème, le code est devenu la grammaire du monde et il nous faut le comprendre pour avancer. L'enjeu est donc de permettre à tous ceux qui ne sont pas « tech » d'approcher le numérique afin de prendre conscience qu'il est accessible à tous et qu'il suffit juste de s'y intéresser. Aujourd'hui, on peut faire du code sans savoir lire et écrire, on peut construire des applications mobiles avec des dessins et des photos, il suffit juste d'essayer.

Les micro usines locales et partagées Fablabs sont un des moyens d'accompagner cette alphabétisation numérique. Il s'agit de lieux physiques disposant d'outils de production numériques mis à disposition de tous que ce soit dans un cadre personnel ou professionnel.

Point important à retenir – le numérique n'est pas seulement technologique, il est politique et culturel ; il vient modifier les circuits de production, de consommation, de travail, il demande à repenser ce qu'est une entreprise, les formes d'organisation du travail, les répartitions des initiatives au sein de l'entreprise. La transition numérique impose une certaine dose de modestie en « acceptant de ne pas savoir mais en créant les conditions de l'apprentissage ».

Le numérique au service de la formation

En 2030, le digital représentera 25% de l'économie mondiale. En France aujourd'hui, pour le métier de développeur, 50 000 offres d'emplois sont vacantes. Le numérique transformera tous les secteurs d'activité tandis que les métiers et les compétences vont changer drastiquement.

70% des emplois de 2050 n'existent pas aujourd'hui et les enjeux de formation liés à cette mutation sont considérables. Les nouvelles générations pourront avoir jusqu'à 10 métiers différents. Le numérique bouleverse les frontières entre l'éducation, la formation et l'emploi. La formation tout au long de la vie s'impose donc comme un des plus grands défis de notre époque.

Pour contribuer à répondre à ces enjeux, la start-up OpenClassrooms (OC) propose cours et parcours diplômants en ligne dans les métiers du numérique (développeur, data scientist, marketing digital, gestion de projets agile, ...) ou en lien avec les fonctions transversales de l'entreprise (commercial ou ressources humaines).

Cette solution permet de suivre soit des formations courte durée visant à acquérir des compétences d'appoint, soit un cursus plus complet débouchant sur un diplôme reconnu par l'Etat. Le modèle économique de cette start-up consiste à cibler les demandeurs d'emploi en proposant gratuitement les formations mais en faisant payer l'accès au diplôme et au mentorat. En partenariat avec les services de l'emploi, OpenClassrooms a permis de former 4000 demandeurs d'emplois français, 5000 marocains et 3000 tunisiens. Le modèle semble répliquable en Afrique moyennant quelques modifications.

La transition numérique suppose de réfléchir à la question de la mondialisation des systèmes éducatifs et de la reconnaissance des diplômes : « On forme un Birman en anglais qui veut aller travailler au Japon et qui aura un diplôme français ». Si pour les professions réglementées (médecine...) le problème persiste, pour les autres, on pourrait imaginer des formes de reconnaissance par les entreprises.

Le diplôme initial compte aujourd'hui très peu dans le secteur du numérique. Les technologies évoluent rapidement et les employeurs s'intéressent aux projets récents, à l'évaluation par les clients et aux formations certifiantes, actualisées, sur des sujets très spécifiques.

Des lieux physiques pour favoriser l'innovation

NUMA a créé le premier espace de coworking puis le premier accélérateur de start-ups en France. En 2013, la structure regroupe ces deux activités qui migrent dans un même bâtiment pour créer un lieu intégré d'innovation :

- Un espace de coworking au rez-de-chaussée qui accueille 1.000 événements chaque année.
- Des activités d'Open Innovation et de Corporate Services au 2ème étage avec pour objectif d'aider les grands groupes et les institutions publiques à travailler sur leur transformation digitale.
- Un programme d'accélération au 3ème étage où l'on trouve des start-ups plus avancées, des mentors et des investisseurs.

Chaque année, 80 000 personnes de divers horizons passent par ce lieu, créant ainsi des effets de rencontre source d'innovation. Présent dans sept pays à l'international, NUMA réplique son modèle en s'adaptant aux usages et besoins locaux.



Un impact territorial qui séduit les investisseurs

Pour la CDC, qui accompagne la transition numérique en France, l'investissement dans des entreprises tech dépend essentiellement de l'impact territorial. La valeur ajoutée française consiste en une approche de projets structurée qui favorise l'accès à une dimension nationale puis internationale.

Des incubateurs qui émergent progressivement en Afrique francophone

Contrairement à l'Afrique anglophone, l'Afrique francophone dispose de très peu d'incubateurs. On y retrouve certes des espaces de coworking qui favorisent la mise en réseau, mais peu d'incubateurs susceptibles d'accompagner et de financer les entrepreneurs à fort potentiel.

Le CTIC Dakar est donc pour l'instant une exception. Lancé en 2011, il s'autofinance aujourd'hui à 96%

s'agit d'être concret et de développer la pratique.

- Enfin un capital d'amorçage, d'un montant équivalent à celui du micro-crédit, permet aux entrepreneurs modestes de se lancer sans avoir recours à la dette.

La dimension d'accompagnement individualisé tout au long du parcours est un des principaux facteurs de réussite.

L'impact économique de ces interventions combinées est significatif. D'autres améliorations moins tangibles ont également été constatées, telles que la réduction du stress, l'accroissement du bien-être et de la confiance dans l'avenir. Le CGAP réfléchit actuellement à l'adaptation de ce modèle aux jeunes.

Remobiliser et former les jeunes en situation de vulnérabilité

Care France intervient dans les régions de crise et de conflit. La structure apporte des solutions humanitaires et s'intéresse également à la réinsertion par le travail des populations réfugiées et des communautés hôtes.

Autour du Lac Tchad, CARE France propose aux jeunes des travaux à haute intensité de main d'œuvre sur des chantiers d'intérêt collectif (réhabilitation de route, construction de digues, ...).

Dans la foulée des travaux, l'ONG travaille le projet professionnel du jeune et mobilise l'argent épargné pour lui permettre de créer son entreprise. Au Cameroun, 1100 jeunes dont 30% de jeunes femmes ont intégré ces projets. En un an et demi, 900 ont réussi à s'insérer et 500 ont créé une micro-entreprise.

Favoriser l'entrepreneuriat des jeunes issus de la formation professionnelle

En 2011, la situation des gouvernorats du sud de la Tunisie post-révolutionnaire était très difficile, fragile voire dangereuse. Le chômage des jeunes et notamment celui des diplômés atteignait 38% tandis que celui des femmes frôlait les 50%.

Dans ce contexte, Mercy Corps a choisi de cibler les jeunes engagés dans des parcours de formation professionnelle, qui sont stigmatisés socialement. En Tunisie, la formation professionnelle est rarement un choix. Elle est souvent assimilée à l'échec scolaire dans les mentalités.

Pour Mercy Corps, il est important d'écouter les jeunes et de les impliquer afin de leur redonner cette confiance en soi qui leur fait défaut. Ce sont donc les jeunes qui ont procédé à une étude de marché, allant à la rencontre de 280 entreprises, pour mieux comprendre leurs besoins et proposer des solutions adéquates.

Les premiers résultats de cette étude ont permis de faire émerger l'amélioration des *soft skills* (compétences non techniques et savoir-être) comme priorité. Cela a permis de proposer à l'ATFP (Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle) le développement des compétences entrepreneuriales au sein des cursus de formations.

Ce programme soutenu par l'AFD a permis de former 8000 jeunes sur 4 gouvernorats, permettant la création de 120 entreprises. Il a surtout permis de changer le regard des entreprises sur les jeunes et celui des jeunes sur la formation professionnelle.

Développer les dispositifs d'accompagnement de proximité

L'ONG Essor a mis en place des bureaux Formation Emploi au Tchad afin de répondre aux besoins des populations vulnérables au plus près des territoires.

Ce dispositif mis en œuvre dans 5 quartiers de Ndjamena cible les jeunes.

Le cursus proposé par les centres de formation professionnelle publics (CFP) partenaires consiste en une formation de 3 à 6 mois, centrée sur la pratique (80%) à destination de jeunes qui parlent un arabe local et qui apprennent essentiellement des gestes et des attitudes. La formation obtient de bons résultats, notamment en termes de taux d'insertion des jeunes.

La réussite de ce modèle réside dans la co-construction et la proximité. Le regard des parents sur les enfants a changé et les dispositifs de formation professionnelle généralement déclinés sur 1 ou 2 ans se sont adaptés.

Les Entreprises d'insertion, une expérience française à exporter

En France, le Groupe SOS développe des entreprises d'insertion depuis plus de 20 ans. Chaque année, plus de 1000 personnes éloignées de l'emploi dont de nombreux jeunes rejoignent les entreprises d'insertion du groupe avec un emploi à la clé.

Le succès de cette initiative repose sur un accompagnement social, un encadrement renforcé et sur des subventions publiques limitées qui permettent de mettre à niveau les jeunes éloignés de l'emploi afin de les insérer dans l'entreprise.

L'adaptation de ce dispositif à l'Afrique suppose une forte volonté politique pour financer l'accompagnement vers l'emploi de publics vulnérables et un engagement et investissement des entreprises vis-à-vis de la jeunesse comme source de développement des performances économiques futures des entreprises.

Comment favoriser le passage à l'échelle des projets pilotes ?

Trois facteurs sont susceptibles de favoriser le passage à l'échelle :

- La volonté politique et l'Inscription dans les politiques publiques.
- L'engagement du secteur privé pour répondre aux besoins du marché et générer de l'innovation.
- L'utilisation de la technologie pour simplifier l'accès à l'information et à la formation. A titre d'exemple, le gouvernement colombien teste la possibilité d'organiser du coaching par téléphone (sms) ou sur tablette pour limiter le coût de la formation et élargir le périmètre de son action.

Il faut néanmoins rester réaliste car la prise en charge de populations vulnérables est très difficile et nécessite un temps important. Le changement de regards sur ces populations est une des conditions *sine qua non* d'une mise à l'échelle réussie. Les jeunes ne doivent plus être perçus comme une difficulté mais comme un atout.



CONCLUSION

- Banque Mondiale - David Robalino
- AGYP powered by MEDEF - Gilles Roland
- AFD – Céline Gratadour
- AFD – Virginie Lucas
- AFD – Florent Sassatelli

De la nécessité d'apporter une réponse politique à la problématique de l'emploi

Pour la Banque Mondiale, l'emploi des jeunes dépend aujourd'hui essentiellement des entreprises, d'où l'importance des politiques qui essaient de promouvoir l'investissement du secteur privé.

Néanmoins, le but des entreprises privées n'est pas de créer de l'emploi mais de dégager des profits. Il se peut donc que ces politiques ne génèrent pas le nombre et la distribution d'emplois nécessaires pour réduire le chômage des jeunes, augmenter le taux de participation des femmes ou tout simplement réduire la pauvreté.

C'est pourquoi le secteur public a un rôle primordial à jouer, afin notamment de subventionner la création d'emplois dans certains secteurs ou certaines régions. Les pouvoirs publics doivent en outre porter avec l'ensemble des parties prenantes, notamment les partenaires sociaux, une stratégie intégrée pour l'emploi.

Des politiques actives aux résultats mitigés

La Banque Mondiale a appuyé la mise en place de politiques actives (services d'emploi, entrepreneuriat, formation, subventions salariales) dans plusieurs pays et l'évaluation des résultats s'est avérée mitigée.

Une revue de 90 programmes pilotés par les bailleurs et les ONG a permis de mettre en exergue que seules 30% des initiatives ont eu des impacts positifs sur l'emploi et les revenus tandis que le taux de réussite de l'entrepreneuriat plafonne à 20%.

De ce fait, la Banque Mondiale recommande de :

- Adopter des instruments psychométriques pour identifier les entrepreneurs de vocation et les entrepreneurs de subsistance.
- Intégrer l'entrepreneuriat à d'autres politiques qui essaient de promouvoir des investissements dans des chaînes de valeur.
- Appuyer les PME qui créent majoritairement de l'emploi. Il ne faut pas avoir peur de mobiliser des subventions à l'investissement et de l'assistance technique en les conditionnant cependant à une création d'emploi.

Une action coordonnée qui doit impliquer davantage les entreprises

Pour l'AGYP (*Active Growth for Youth Programme*) les entreprises doivent s'impliquer d'avantage aux côtés des pouvoirs publics et des ONG. Les principaux points de vigilance sont :

- L'employabilité : Les formations dispensées doivent amener vers un emploi.
- Le client : Le client est fondamental dans une économie privée car il garantit la pérennité des interventions.
- Les pouvoirs publics : selon l'AGYP, l'Etat doit soutenir des politiques visant à déréguler le marché pour permettre aux jeunes de développer librement leurs activités.

Etre à l'écoute de la jeunesse et repenser les modes d'intervention

Depuis 15 ans, l'AFD a progressivement étendu son champ d'intervention de l'éducation à celui de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur à celui de l'emploi. De fait, en comparaison avec d'autres secteurs, les interventions de l'AFD dans le champ de l'emploi sont plutôt récentes. Pour adresser les enjeux massifs liés à l'emploi des jeunes, l'AFD a noué de nombreux partenariats avec des acteurs au niveau français comme au niveau international (bailleurs, secteur privé, institutions d'expertise française, société civile).

L'analyse opérationnelle et partenariale des projets révèle, parmi les atouts distinctifs de l'AFD : (1) une capacité à intervenir à la fois au niveau des Etats et au plus près des populations et des territoires, (2) une capacité d'innovation financière, (3) une capacité à s'appuyer sur une expertise française, aussi bien publique que privée, (4) une expertise reconnue dans la mise en œuvre d'une démarche de co-création pour renforcer le dialogue social ou public-privé en local – favorisant à terme un fonctionnement autonome et pérenne des organisations intervenant sur le marché du travail.

Cependant, les enjeux de masse d'emploi des jeunes en Afrique conduisent l'AFD et ses partenaires à repenser leurs modes d'interventions en

- impliquant davantage les jeunes dans la conception et mise en œuvre des programmes d'emploi afin de mieux comprendre non seulement leurs aspirations mais également leur perception de ce qui bloque l'accès à un emploi salarié ou à l'auto-emploi tels que les problèmes d'estime de soi, l'attitude de la famille, des

autres, le manque d'expérience professionnelle, le décalage entre les aspirations des jeunes – en particulier ceux qui ont fait des études supérieures – et la réalité du marché du travail... Il importe de ne pas caricaturer les jeunes ni globaliser leurs problèmes sans tenir compte de leurs spécificités ;

- renforçant le rôle des territoires notamment à travers la recherche de davantage de synergies, mutualisations entre les différents acteurs et politiques pour créer des opportunités économiques pour les jeunes et renforcer la cohésion sociale ;
- développant des modèles frugaux, agiles, flexibles, durables, adaptés aux besoins des jeunes et à ceux des territoires ;
- structurant davantage les actions des partenaires techniques et financiers afin de les rendre plus lisibles et mieux reliées aux politiques publiques et stratégies des gouvernements ;
- innovant dans les secteurs des transitions énergétique, numérique, sociale à travers notamment le renforcement des conditions favorables à l'innovation (infrastructures, financement), le renforcement des compétences requises pour accompagner ces transitions ou encore la réflexion sur des formes de protection adaptées ;
- intensifiant les interventions pour les publics qui en ont le plus besoin, en particulier les jeunes en situation de vulnérabilité ou vivant dans des pays en crise, ou encore les femmes, en identifiant précisément les freins rencontrés et les leviers d'action adaptés.



CETTE CONFERENCE EST LA PREMIERE D'UN CYCLE DE CONFERENCES QUI SE POURSUIVRA A BEYROUTH, RABAT, ABIDJAN ET TUNIS

PROGRAMME DU JOUR 2 DE LA CONFERENCE :

Emploi des jeunes en Afrique continentale :
Quelle opportunité pour les jeunes ruraux ?*

26 Avril 2017

A l'Agence Française de Développement

09h30 – 09h30 | Accueil des participants

09h30 - 10h30 | Enjeux et effets de l'insertion des jeunes ruraux au Sud : des résultats de recherche développement

- **H.Rouillé d'Orfeuil** – CIRAD
- **B.Wampfler** - Montpellier SupAgro/IRC

10h30 - 11h00 | Pause-Café

11h00 - 13h00 | Table ronde : Formation professionnelle, accompagnement de l'insertion, massification, pérennisation : parole aux praticiens

MODERATEUR :

- **A.Panel** - Fert
- **B.Wampfler** - Montpellier SupAgro/IRC

INTERVENANTS :

- **Achima Cyrille Akpele**
Jeune agriculteur installé avec l'appui de la COOPARA, coopérative de café-cacao en Côte d'Ivoire.
- **Ibrahima Hatthie**
Formateur, chercheur, animateur du Think Tank IPAR au Sénégal
- **Seydou Ouedraogo**
Responsable professionnel et membre de la Confédération paysanne au Burkina Faso
- **Pierre Blaise Ango**
Coordonnateur national du Programme AFOP du Cameroun
- **Christian Fusillier**
Chef de projet, Division Education, Formation, Emploi de l'AFD

13 h 00 - 14 h 00 | Déjeuner et Séance poster autour de l'installation des jeunes en agriculture familiale

S'installer en agriculture familiale ? Regard sur des études de cas en France, Afrique de l'Ouest, Madagascar et au Maroc



L'AFD SE MOBILISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES RURAUX EN AFRIQUE

Depuis plus d'une décennie, l'AFD est engagée en appui à l'emploi des jeunes en Afrique.

Préoccupée de soutenir l'accès des jeunes générations à des emplois décents, permettre l'acquisition de compétences professionnelles, faciliter la mobilité dans un monde du travail en profonde mutation, lutter contre les disparités et les inégalités qui pèsent sur les jeunes en situation de vulnérabilité et plus particulièrement sur les jeunes femmes, l'AFD a concentré une part significative de ses actions sur les jeunes ruraux. A ce titre, elle soutient la création ou la rénovation de dispositifs de formation professionnelle agricole et rurale, l'innovation en matière d'accompagnement de la création d'activité agricole et rurale, le renforcement institutionnel de la professionnalisation de l'agriculture et des métiers ruraux, et les politiques publiques qui innovent dans ce domaine.

Souhaitant favoriser la réflexion et le dialogue autour de ces innovations, l'AFD a initié un cycle de rencontres sur l'emploi des jeunes (Paris, Rabat et Abidjan). A Paris, la quatrième table ronde était consacrée à l'emploi des jeunes ruraux. Co organisée avec Montpellier SupAgro et Fert, la conférence a proposé, à partir de regards croisés d'acteurs de formation-recherche et de développement, une capitalisation sur les conditions d'insertion des jeunes en agriculture en Afrique aujourd'hui.

La conférence avait plus particulièrement pour objectifs de

i) **contribuer à la capitalisation de la connaissance** des processus de formation et d'insertion des jeunes en agriculture en Afrique, ii) **mobiliser l'expérience de praticiens** sur les processus de formation et d'insertion des jeunes, au sein des territoires ruraux et dans les filières,

iii) **poser des jalons de réflexion sur la pérennisation et le changement d'échelle** des dispositifs de formation et d'accompagnement de l'insertion professionnelle des jeunes en agriculture et dans le milieu rural,

iv) **dégager des propositions pour l'action** en matière de formation professionnelle et d'accompagnement entrepreneurial des jeunes dans des métiers agricoles et para-agricoles.

Trois temps, croisant le regard de la recherche-développement avec l'expérience de praticiens, ont rythmé la conférence :

- En s'appuyant sur des travaux de démographie, d'économie agricole et de sociologie politique, **H.Rouillé d'Orfeuil** (Académie d'Agriculture / Resolys) a questionné les enjeux de l'agriculture

familiale pour le marché mondial du travail. **B.Wampfler** (Montpellier SupAgro/IRC/UMR MOISA) a analysé les conditions de l'installation en agriculture de jeunes accompagnés ou non par des dispositifs de formation – insertion, à partir de travaux de recherche développement réalisés de 2011 à 2016 dans une dizaine de contextes différents en Afrique continentale. Le contenu détaillé de ces travaux étaient exposé sous forme de posters lors de la conférence.

- Cinq acteurs engagés dans l'insertion agricole en Afrique ont échangé sur leur expérience :
 - **C. AKPELE**, jeune producteur de cacao en Côte d'Ivoire, impliqué dans le programme « insertion jeunes » de la Coopara, coopérative de cacao
 - **S.OUEDRAOGO**, jeune producteur agricole au Burkina Faso, représentant de la Confédération Paysanne du Faso
 - **I. HATHIE**, économiste agricole et directeur de recherche à l'IPAR au Sénégal
 - **P.B. ANGO**, coordinateur du programme AFOP au Cameroun
 - **Ch. FUSILLIER**, chef de projet à l'AFD, division Éducation Formation Emploi

La conférence a été conçue et animée par **A.PANEL**, directrice de Fert et **B.WAMPFLER**, Montpellier SupAgro.

COMPRENDRE LES PROCESSUS D'INSERTION DES JEUNES EN AGRICULTURE POUR MIEUX LES ACCOMPAGNER

La conférence s'est appuyée sur une capitalisation de travaux de recherche engagés par des institutions de développement mobilisées autour de Montpellier SupAgro : l'agri-agence Fert et les collèges agricoles fédérés au sein de FEKAMA à Madagascar, le programme AFOP du Cameroun, le CIDAP au Togo, l'association ALFANG au Sénégal, la COOPARA en Côte d'Ivoire, le programme FORMAPROD à Madagascar, le CIRAD.... Les matériaux ainsi accumulés fournissent matière à la construction de connaissances, réflexion méthodologique et contribution à la réflexion stratégique sur les processus d'installation des jeunes en agriculture et les dispositifs de formation/insertion. Ces travaux, présentés sous forme de synthèse et de posters lors de la conférence, ont fait l'objet de la Note Technique AFD n°27 [« Comprendre les processus d'installation des jeunes en agriculture pour mieux les accompagner. Grille d'analyse et premiers résultats »](#).

FACE A L'IMPASSE QU'ESQUISSE L'EQUATION PLANETAIRE DE LA DEMOGRAPHIE ET DE L'EMPLOI, UN NECESSAIRE CHANGEMENT DE PARADIGME AGRICOLE ?

Les travaux de prospective démographique et d'emploi, présentés par H.Rouillé d'Orfeuil en introduction de la conférence, ouvrent de nouvelles perspectives pour imaginer l'avenir des jeunes en agriculture.

En mettant en regard l'accroissement démographique (9 milliards d'habitants sur terre en 2050) avec les tendances actuelles de destruction de l'emploi (agricole et rural par l'exode ou l'industrialisation, mais aussi industriel et de service sous l'effet de l'automatisation), ce sont 4,4 milliards d'emplois nouveaux qui devraient être créés à l'échelle planétaire pour inclure l'ensemble des actifs dans l'économie selon le modèle actuel du salariat ou de l'entrepreneuriat. En Afrique, sur 1,3 milliard d'habitants aujourd'hui, 200 millions ont entre 15 et 24 ans. L'achèvement de la transition démographique en cours (6,7 enfants par femme en 1980, 5,1 enfants/femme en 2012) et la chute des taux de dépendance (ratio non actif/actif) peuvent créer un « dividende démographique » favorable au développement économique semblable à celui qu'a connu l'Asie du Sud Est dans les années 70. Mais « pour éviter que le dividende démographique ne devienne un désastre démographique » (Jacquemot, 2013), le marché du travail, sa nature et sa capacité à inclure les jeunes générations, sont déterminants. En 2010, **17 millions de jeunes arrivaient sur le marché du travail en Afrique** ; en 2030, ils **seront 27 millions par an**. Pendant les 15 prochaines années, ce sont **330 millions de jeunes qui seront en demande d'emploi, dont 2/3 issus du milieu rural** (Losch et al, 2012)⁴.

L'hypothèse encore largement utilisée en économie du développement considérant l'agriculture comme un réservoir de main d'œuvre dans lequel les secteurs secondaire et tertiaire vont puiser pour se développer, assurer la croissance et conduire à un équilibre général des marchés⁵, est aujourd'hui questionnée (Rouillé d'Orfeuil, 2012). Les secteurs secondaire et tertiaire, trop faiblement développés dans beaucoup de pays d'Afrique, n'ont pas la capacité d'absorber la main d'œuvre

« libérée » par l'agriculture et le secteur rural. Les forces du marché, seules, ne semblent pas à même de réussir à « équilibrer » le marché du travail, entravé à la fois par la faiblesse sectorielle secondaire et tertiaire et par un manque de qualification professionnelle des jeunes. Se pose alors la question du devenir de ces cohortes de jeunes exclus du secteur primaire et non inclus dans les secteurs secondaires et tertiaire. Portée par des acteurs agricoles, des responsables politiques, des chercheurs, ... l'hypothèse d'un changement de paradigme quant au rôle et à la capacité des agricultures familiales, fortement génératrices d'emplois, à devenir une voie de sortie de cette impasse, prend forme aujourd'hui.

Caractérisées par les liens organiques entre la famille et l'unité de production, les agricultures familiales représentent 70% des exploitations agricoles mondiales : elles produisent l'essentiel des produits alimentaires de base (céréales, légumineuses, tubercules, plantains) et jouent ainsi un rôle déterminant dans la durabilité des systèmes alimentaires. Mobilisant 40% des actifs mondiaux, elles ont un rôle social majeur par la fourniture d'emplois, en particulier dans les pays du Sud dont la croissance démographique reste importante. Dans le contexte de changements globaux accélérés, le rôle central de ces agricultures a été reconnu et affirmé (ONU, FAO, CIRAD, ... 2014).

Au sud, ces agricultures se transforment rapidement, et leur professionnalisation devient en enjeu économique, social et environnemental majeur. Le développement d'une classe moyenne ayant la possibilité d'améliorer sa consommation alimentaire, la croissance des marchés agricoles et alimentaires sous régionaux et nationaux, la consolidation des filières, l'émergence de nouvelles formes de coordination de marché (commerce équitable, labellisation, ...) constituent des opportunités fortes de développement des marchés de l'agriculture familiale. Si on leur en donne les moyens, les agricultures familiales peuvent se transformer, saisir ces opportunités de marché en générant des emplois — bref, devenir des « agricultures productives à haute valeur sociale et environnementale » (H.Rouillé d'Orfeuil, 2012).

L'installation des jeunes en agriculture familiale s'inscrit au cœur de cette problématique.



⁴ Losch B., Freghin-Gresh S., White E., 2012, *Structural transformation and Rural Change Revisited, Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*, Washington DC, AFD/World Bank.

⁵ Rouillé d'Orfeuil H., 2012. *Exclusions paysannes et marché international du travail*. *Revue de sociologie*, avril 2012.

LES JEUNES FACE A L'AGRICULTURE QUAND ILS N'ONT NI FORMATION, NI APPUI

Comprendre comment les jeunes se positionnent face à l'agriculture en l'absence de tout dispositif d'appui spécifique peut éclairer utilement la réflexion sur les conditions d'une action d'accompagnement. Les études, tout comme les échanges lors de la conférence, ont apporté des éclairages de ces processus dans des contextes variés, d'Afrique de l'Ouest, Centrale, Madagascar.

L'installation des jeunes en agriculture est d'abord caractérisée par **une grande diversité de situations**, engendrée par la diversité des agricultures familiales elles-mêmes, leurs contextes de développement, leurs modalités d'accès aux ressources et aux marchés. Le degré de viabilité des agricultures familiales, leur rentabilité économique vont influencer sur le nombre de jeunes qui pourront raisonnablement s'installer, mais bien plus encore, sur l'envie que ces jeunes auront de rester ou non, de revenir ou non, au village.

En toile de fond de la plupart des études, il y a le constat **que les agricultures familiales ne motivent pas les jeunes, au moins dans un premier temps de leur trajectoire de vie**. La faiblesse des revenus, la pénibilité du travail, l'absence de perspective d'autonomisation par rapport aux familles, le statut très dévalorisé de l'agriculteur dans la société, ... sont partout des facteurs repoussoirs qui conduisent les jeunes à fuir vers la ville et ses espoirs d'alternatives économiques et d'émancipation sociale. L'agriculture n'apparaît pas non plus comme une option satisfaisante pour les familles qui poussent leurs jeunes vers d'autres secteurs économiques en investissant autant que possible dans leur éducation. **L'environnement institutionnel, enfin, offre très peu d'incitations à l'installation en agriculture** : les politiques publiques en la matière sont inexistantes, les services d'appui n'offrent pas d'appui spécifique aux jeunes, la plupart des organisations agricoles n'ont pas identifié ou ne savent pas comment aborder le « problème jeunes ». Ce faisant, **l'installation en agriculture se fait souvent par défaut, quand on a échoué ailleurs, à l'école ou à la ville**. L'activité agricole est alors vécue au mieux comme un filet de sécurité, au pire comme un pis-aller, rarement comme un « vrai métier ». L'installation est tributaire des ressources familiales (pour l'accès au foncier, à l'équipement, au financement, ...) et des règles sociales de leur transmission.

Dans la région Vakinankaratra à Madagascar, une des études a montré que 30% des jeunes qui s'installent n'ont même pas une *angady* (bêche, instrument aratoire de base dans cette zone) en propre...

Ces ressources, souvent limitées, ne permettent que rarement d'engager la transformation des modes de production familiaux. Ces processus d'installation traditionnels excluent presque partout l'installation autonome des **jeunes femmes**.

Se détachant sur cette sombre toile de fond, certains témoignages montrent cependant que les choses sont en train de changer.

■ **C. Akpele, jeune producteur de cacao.** « Je suis fils de paysan. Dès le bas âge, on apprend avec le parent. Après mes études universitaires, en 2011, j'ai pris la décision de revenir m'installer au village et de pratiquer l'agriculture. Mon village Atourou est à 25 km d'Agboville, elle-même à 80 km d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Quand je suis rentré au village, mon père m'a posé une question fondamentale, que je n'oublierai jamais : « mon fils, as-tu bien réfléchi ? » Parce que pour lui, après un DEUG 2 de Sciences Fondamentales, j'avais beaucoup d'opportunité de continuer dans cette branche. Je reviens pourtant m'installer en agriculture. Avec les difficultés financières, il me demande si je ne veux pas trouver du travail quelque part ; mais je refuse. Il me dit : « Bon, j'ai compris. Je peux te donner une parcelle, le foncier, pour que tu puisses faire ton exploitation ». Il a appelé mes frères, on a fait une réunion de famille et il m'a montré le coin. La parcelle d'exploitation est à 25 km du village !...J'y ai construit un hameau. Il m'a confié le suivi de ses vieilles exploitations, lui-même ne pouvant plus faire la navette jusqu'à là-bas. J'ai réfléchi à la culture. Le cacao met entre 3 et 5 ans avant d'entrer en production. Donc, je commence par la banane, qui donne au bout de 11 mois. En décembre 2012, j'ai pu récolter environ 150 régimes, que j'ai voulu faire sortir pour vendre sur le marché. C'était une saison pluvieuse. Je sors les régimes de banane, je contacte un camionneur, mais avec l'état de la route, personne n'ose entrer de peur de tomber en panne. J'ai regardé pourrir mes bananes – mon effort, tout ce que j'avais commencé. J'étais abattu. Ma sœur m'a dit : « Le vieux t'avait dit ! Tu t'es entêté ! »

Que faire ? La réaction que j'ai eue a été de changer de culture vivrière. J'ai fait du manioc et de l'igname, car ce sont des tubercules : je sais que je peux les récolter quand je veux et les conserver.

Par rapport à la distance, je ne pouvais pas amener ma femme et mes deux enfants qui doivent aller à l'école. J'ai dû les laisser au village. Pour les entretenir, j'ai installé une boutique : ma femme se débrouille. Je suis obligé de faire des va-et-vient, pour des réunions de famille, des mariages, des enterrements... C'est difficile. Pour la campagne 2015-2016, nous avons eu une sécheresse aiguë. J'avais planté 2 ha de cacao l'année précédente. Quand je suis entré pour

faire le constat, il ne restait que 600 ou 800 plants sur 3 000 plants, un cinquième de ce que j'avais planté. C'était toute une année de travail perdue. Si j'avais eu les moyens, et, par exemple un forage, j'aurais pu conserver mes plants. Un petit forage coûte entre 1,5 et 3 millions FCFA. Une telle somme est impossible à réunir pour des jeunes comme nous ».

- **Seydou Ouedraogo, jeune producteur Burkina Faso.** « Je n'ai pas fait l'université, je me suis arrêté à la terminale. J'ai échoué deux fois de suite à mon bac. Je me suis inscrit au Service National pour le Développement : j'ai été gratuitement instituteur pendant un an dans l'enseignement de base – pour rendre service au Pays. Je n'avais pas de ressources. J'ai demandé une petite superficie de terre dans le village dans lequel on m'avait envoyé. Sur ½ ha, j'ai produit 40 sacs d'arachide frais, et le sac, en son temps, valait 8 000 FCFA – à cette époque, la pluviométrie était très bonne, en avril, on avait semé. 320 000 FCFA, je n'avais jamais eu cette somme ! Je me suis dit : « pourquoi tu te tues à vouloir être fonctionnaire alors que tu peux avoir de l'argent à côté ? ». J'ai arrêté les concours et je me suis lancé. Et Dieu merci, ça m'a apporté beaucoup. »

Ces témoignages montrent que **l'agriculture peut devenir une alternative de métier et de vie pour les jeunes, mais que les obstacles restent importants**. Des dispositifs de formation et d'insertion, des organisations professionnelles, des embryons de politiques publiques tentent aujourd'hui d'accompagner ces processus.

DES JEUNES FORMES ET ACCOMPAGNES S'INSTALLENT EN AGRICULTURE FAMILIALE ET, MALGRE DES DIFFICULTES, OBTIENNENT DES RESULTATS POSITIFS

Cinq dispositifs de formation –accompagnement de l'insertion ont fait l'objet d'études, pour certaines pluriannuelles (2013- 2017); la table ronde a apporté un témoignage complémentaire sur l'appui aux jeunes agriculteurs de la Confédération Paysanne du Burkina Faso.

De création plus ou moins récente, ces dispositifs intègrent tous une composante **formation, renforcée** dans un second temps par un **accompagnement de l'installation des jeunes formés**. Ils sont mis en œuvre par des structures publiques (AFOP), privées (CIDAP), professionnelles agricoles (FEKAMA, COOPARA) ou associatives de la société civile (ALFANG). Le nombre de jeunes formés par an varie de 30 à 2700 en fonction de la taille du réseau (d'un centre pour le CIDAP, ALFANG et la COOPARA, à une centaine de centres pour AFOP) ; le nombre de jeunes installés varie d'une trentaine à plus de 1400. A l'exception de la COOPARA dont le programme pédagogique est en expérimentation, les formations sont de longue durée (1 à 3 ans). Les modes de financement sont liés à l'opérateur, mais intègrent dans tous les cas une part de financement public. Aucun des dispositifs n'a trouvé à ce stade de modèle économique pérenne.

LES 5 DISPOSITIFS DE FORMATION / ACCOMPAGNEMENT ANALYSÉS

	FEKAMA Madagascar	CIDAP Togo	AFOP Cameroun	ALFANG Sénégal	Coopara Côte d'Ivoire
Création	2002	2003	2008	2014	2012
Formation					
Insertion	2009	?	2014	2016	2014
Nbre de centres	5	1	90	1	1
Nbre de jeunes formés	170/an	23/an	2700 / 2 ans	25-30/an	100 (61)
Nbre total jeunes installés	381	27	1400	25 en cours	67 ont sécurisé le foncier
Age recrues	15-20 ans	18-25 ans	18-25 ans	18-25 ans	20 - 40 ans
Durée formation	3 ans	3 ans	2 ans	6 mois + 1 an	3 x qqes jours
Gouvernance	OPA	Privé	Etat + territoires	Association société civile	Coopérative COOPARA
Mode de financement	FIFATA / FERT + APD	Privé + APD	Public C2D	Parents + assoc + APD	COOPARA / FERT en cours de réflexion

L'un des premiers résultats des études est que ces dispositifs attirent aujourd'hui les jeunes, le nombre de candidats augmentant chaque année. A l'issue de la formation, une part importante des jeunes développe une activité agricole, **soit en créant leur propre exploitation, soit en développant une activité en propre au sein de l'exploitation familiale, ou pour certains en devenant « gérant » d'une exploitation existante.** Les caractéristiques des exploitations créées restent fortement familiales : la main d'œuvre, le capital, sont essentiellement familiaux, les systèmes de production associent des productions marchandes et vivrières assurant la sécurité alimentaire familiale. Les pratiques évoluent en intégrant le recours aux intrants, à la santé animale et à la gestion (prévision, anticipation, calcul, recherche de marchés...). **Souvent des activités para-agricoles (prestation de service, commerce d'intrants, ...) ou non agricoles sont associées, pour générer de la trésorerie, sécuriser, diversifier, ...**

Les difficultés restent importantes, au premier rang desquelles, bien sûr, **l'accès au foncier.** Dans beaucoup de contextes, il reste du foncier disponible (Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar...) et les problèmes portent alors sur **sa valorisation** (coût du défrichage, manque de routes et de pistes, ...) et **sa sécurisation** ; dans les situations de forte pression démographique et de foncier faiblement disponible, les jeunes s'adaptent en intensifiant et en développant des activités faiblement exigeantes en foncier (maraichage, élevage). **L'accès au crédit**, souvent nécessaire pour développer l'activité, est un second facteur très limitant : les institutions financières ne connaissent pas les jeunes, ne leur font pas confiance et ne développent pas d'offre de crédit adaptée. Même si l'accès au marché peut être une difficulté quand trop d'exploitations produisent les mêmes produits (poulet en particulier), globalement, les jeunes trouvent aisément des débouchés dans les marchés urbains ou dans les filières organisées (cacao...). **L'accueil par le territoire où le jeune s'installe est parfois une difficulté évolutive** : défiance, dénigrement au début, puis jalousie quand le jeune fait ses preuves...

Mais, malgré ces difficultés, les jeunes installés obtiennent progressivement des **résultats positifs**. Les enquêtes montrent qu'ils ont acquis des compétences, qu'ils produisent effectivement, génèrent de la valeur ajoutée et dégagent des revenus croissants. Ils acquièrent de la **confiance** en eux-mêmes, de l'**autonomie**, et conquièrent une **place nouvelle dans leur famille**. Leur compétence technique qu'ils partagent volontiers, leur ouvre la reconnaissance dans leur communauté. Le regard des familles et des communautés change : le jeune n'est plus celui qui a échoué et dont on ne sait que faire, mais celui qui est en train de développer une petite entreprise. Mais ce dont témoignent plus encore ces jeunes, c'est **le changement de leur**

propre regard sur eux-mêmes - de jeunes en errance, ils se vivent maintenant actifs et entreprenants - ; sur l'agriculture qui devient un métier et une opportunité de construire sa vie ; et sur le monde finalement, dans lequel ils trouvent progressivement leur place.

DES PROCESSUS D'INSTALLATION POSITIFS LIES A LA FORMATION ET A L'ACCOMPAGNEMENT

Les études ont clairement montré le lien entre les résultats positifs de ces installations⁶ et les caractéristiques des dispositifs de formation-accompagnement. Les échanges entre praticiens ont permis de revenir sur les facteurs clé à prendre en compte pour « mieux former » et « mieux accompagner » :

- **Placer le projet du jeune au cœur du dispositif.** Beaucoup de dispositifs sont issus des rêves des responsables politiques (promouvoir l'agriculture de deuxième génération, limiter l'exode rural, le chômage, la violence urbaine...), des experts (créer des fermes modèles, aménager des régions modèles, concevoir des incubateurs modèles, l'installation grâce au kit-brouette...), des partenaires techniques et financiers (les jeunes - et de préférence les jeunes femmes- acteurs clé de la sécurité alimentaire, des filières porteuses, de l'entrepreneuriat, des nouvelles technologies, du changement climatique, ...) ... Les échanges ont été unanimes pour dire que **les dispositifs ne peuvent réussir que s'ils appuient sur les rêves du jeune lui-même.**

« Le jeune a une trajectoire, une histoire, des rêves [qui ne sont pas ceux du développeur], un projet de vie. Il a besoin qu'on l'aide à construire ce qu'il a dans la tête et à le traduire dans les faits » (P.B.Ango)

« Quand nous [jeunes] entrons dans une formation-insertion, c'est notre vie qui est en jeu. Il n'y a pas de copier-coller possible car chaque personne a ses faiblesses et ses potentialités et ce que chacun peut faire est unique ; l'autre ne peut pas forcément le faire » (C.Akpele).

⁶ Le terme n'est pas une coquetterie scientifique, mais un choix résolu des organisatrices de la conférence. Là où d'autres assemblées n'hésitent pas à parler de « success stories », le parti a été résolument pris d'inciter les participants à « parler le plus vrai possible », des réussites certes, mais aussi des difficultés et des problèmes. Dans tous ces dispositifs, les installations de jeunes sont récentes et la preuve de leur durabilité reste à faire.

Le « dispositif [doit être] monté pour le jeune » et non pas « utiliser le jeune pour développer son propre modèle ». Cela suppose un accompagnement individualisé, une pédagogie qui permette au jeune de choisir son propre chemin et aussi **une forte prise en compte du contexte local**. Mais cela suppose aussi, de la part des jeunes, une forte proactivité et une prise de responsabilité claire dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur projet.

- **Développer des compétences systémiques.**

L'exploitation agricole familiale que le jeune va développer est un objet complexe qui combine différentes finalités (produire un revenu, assurer la sécurité alimentaire, la protection sociale familiale, la solidarité entre générations, l'intégration dans la communauté, ...), différentes productions (végétales/animales, marchandes/vivrières...), voire différentes activités (agricoles/non agricoles). Sa gestion implique une maîtrise de ces systèmes emboîtés, des connaissances techniques, économiques, une compréhension des processus sociaux, des capacités de gestion et des outils adaptés.

- **Appréhender la formation et l'installation en agriculture comme un processus.**

« Un projet de vie ne tombe pas du ciel quand on claque des doigts » (P.B.Ango) ».

Développer un projet agricole ne peut se faire que par étapes. La formation et l'accompagnement doivent préparer le jeune à identifier ces étapes, à les accepter – *« alors que le jeune se rêve grand, il doit accepter de commencer petit »* –, à raisonner la progressivité et le dimensionnement de son projet, lui fournir les références et les outils qui peuvent guider sa réflexion. La phase d'accumulation initiale en particulier nécessite l'attention. Mais cette progressivité doit également être intégrée par l'environnement du jeune : **la famille** doit respecter les étapes et ne pas exiger trop de « son » jeune, **les services d'accompagnement**, au-delà du dispositif initial, doivent pouvoir apporter un appui adapté ...

- **Relier formation et accompagnement de l'installation.** Tous les dispositifs analysés ont fait ce choix, parfois après une relativement longue période d'expérimentation de la formation seule.

« [Dans AFOP], nous avons été obligés, par la force des choses, de lier les deux métiers, formation et insertion, car la finalité est dans l'insertion » (P.B.Ango)

Ce choix se justifie par les difficultés de l'installation en termes d'accès aux moyens de

production et aux services, en termes d'intégration aux marchés et d'insertion sociale. Si tous les dispositifs reconnaissent que l'accès initial aux moyens de production, foncier et capital financier, sont les freins majeurs à l'installation, les solutions apportées varient notamment en fonction des moyens du dispositif. En matière de foncier, certains dispositifs imposent une sécurisation du foncier familial pour dépasser les obstacles sociaux et culturels qui excluent les jeunes de l'accès au foncier (AFOP, COOPARA), d'autres s'en remettent au fonctionnement familial, communautaire ou marchand. De même, l'accès aux moyens financiers est accompagné de différentes manières : activité agricole pendant la formation avec les ressources de l'école permettant la première accumulation (Maisons Familiales rurales), dotation d'installation pour AFOP et FEKAMA, prêts à taux zéro pour le CIDAP, accompagnement du jeune pour aller vers des financeurs (ALFANG). Des expérimentations sont en cours au Cameroun, au Togo, pour renforcer l'éducation financière des jeunes et l'adaptation de l'offre de financement. L'accompagnement de l'installation peut porter également sur l'intermédiation avec les services d'appui (conseil agricole, santé animale, ...), avec les fournisseurs et les marchés (les identifier, accéder à l'information pris, qualité, ...), avec les autorités locales, voire les communautés et les familles en cas de conflit. L'accompagnement de l'installation reste cependant étroitement tributaire des moyens humains et financiers mobilisés par le dispositif.

- **Permettre aux jeunes de mettre en pratique, d'expérimenter, leur donner du temps.**

La maîtrise de pratiques agricoles innovantes, et bien plus encore, l'acquisition de compétences systémiques complexes, la compréhension des contextes sociaux, la maturation d'un projet personnel, ne peuvent être acquises seulement devant un tableau noir et un enseignant. La confrontation au réel s'impose. Si tous les dispositifs partagent cette posture, leurs pratiques en la matière sont variées, de la ferme pédagogique (CIDAP, ALFANG) à l'alternance dans l'exploitation familiale (FEKAMA) ou celle d'un professionnel agricole en exercice (AFOP). Quelle que soit leur forme, ces processus d'apprentissage et de maturation demandent du temps. Les échanges ont unanimement souligné ce besoin de donner du temps aux jeunes, même s'il est évident que des formations longues ont un coût plus élevé que des « formations express ».

- **Ancrer les dispositifs dans les réalités locales et mobiliser les acteurs agricoles et leurs organisations.** A l'exception du CIDAP au Togo qui compte un seul centre et forme des jeunes qui s'installeront dans tout le territoire national, tous les dispositifs analysés ont un ancrage local fort : ils forment des jeunes originaires d'un territoire donné pour une installation locale et **ces mêmes territoires participent à différents degrés à la gouvernance du dispositif.** Le territoire est considéré comme le « réceptacle naturel » de l'installation, l'espace dans lequel va s'opérer l'alchimie complexe de la production agricole, de l'accès aux ressources, de l'insertion économique et sociale. Dans l'espace de proximité du territoire, les fonctions d'intermédiation entre le jeune, la communauté, les services, le tissu économique, peuvent être maîtrisées. Au-delà de l'action du dispositif lui-même, c'est le territoire qui est jugé le mieux à même de favoriser et d'accompagner durablement cette alchimie complexe. Les organisations agricoles, dans les contextes où elles sont actives, sont des acteurs majeurs de cet ancrage des jeunes dans les réalités locales (FEKAMA adossée à FIFATA à Madagascar, COOPARA en Côte d'Ivoire).

- **A un niveau englobant, coordonner les dispositifs, les mesures, les ressources et les « accompagnateurs » pour optimiser l'effort de formation accompagnement.** Donnons ici la parole à Ch.Fusillier de l'AFD :

« Mieux utiliser les dispositifs existants constitue un enjeu de la formation-insertion. Les projets naissants mettent souvent en place beaucoup de nouveaux outils. Au Burkina, on peut cumuler six et même huit fonds selon les projets, tous dédiés à l'aide et à l'installation des jeunes, provenant souvent de partenaires différents, dotés de procédures différentes et dépourvus de politique de communication organisée. Il est difficile de se repérer pour les jeunes. De plus, les modalités d'accès et les procédures ne sont pas souvent connues. Les outils ne sont pas harmonisés : il n'y a pas de pilotage d'ensemble. Sans doute avons-nous un rôle à jouer, doublé **d'une responsabilité particulière pour accompagner la restructuration et accroître l'harmonisation et l'efficacité de ces fonds.** Sans parler des coûts de fonctionnement énormes ; des **économies d'échelle** sont à réaliser.

Il existe aussi un grand enjeu de communication autour des outils de financement des dispositifs de formation professionnelle, notamment en ce qui concerne les Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA). Les ressources de l'apprentissage aussi peuvent ainsi être orientées vers l'appui à la

formation et à l'installation en agriculture. Les outils existants sont mal connus.

Un travail de plaidoyer reste à faire. C'est la croix et la bannière depuis des années pour obtenir des dispositifs de microfinance et des produits financiers adaptés à l'installation des jeunes, avec des différés de remboursement qui tiennent compte des systèmes de culture et d'élevage. **Chacun va de son côté négocier les dispositifs de microfinance alors qu'agir ensemble apporte plus de poids et de force.** Les représentants des paysans, confrontés au même problème, pourraient envisager une négociation nationale d'ensemble avec les dispositifs de microfinance. Les bailleurs de fonds pourraient animer ces dynamiques.

Pour finir, les « kits » mis à disposition par des programmes, sous forme d'équipements, d'outillage ou sous forme financière, sont souvent distribués sans harmonisation. Certains sont destinés aux jeunes sortants d'une formation, par exemple au Bénin où la formation CQP « certificat de qualification professionnelle » donne droit à un kit et une aide à l'installation. Mais un autre partenaire risque de créer une tension s'il en distribue à ceux qui n'ont pas le CQP. L'harmonisation devient nécessaire. » (C.Fusillier, AFD)

Mais cet effort de coordination et d'harmonisation, tout en étant reconnu par tous, suscite aussi des inquiétudes quant **à la capacité des Etats à le mettre en œuvre d'une part, et à préserver la diversité des approches d'autre part :**

« Il y a différentes manières de former et d'insérer les jeunes ruraux. La diversité est importante et les multiples expériences sont complémentaires. Comment la complémentarité des acteurs et la diversité des façons de faire sont-elles prises en compte ? Les politiques nationales n'ont pas toujours la place ni la force [d'assurer la coordination] et si elles n'ont plus les possibilités ou la capacité de développer des systèmes diversifiés et la mise en cohérence : qui va le faire et comment ? » (Maisons Familiales Rurales)



PERENNISER L'INSTALLATION DES JEUNES EN AGRICULTURE

Comment pérenniser la formation et l'accompagnement ?

L'enjeu de la **pérennité** est au cœur des préoccupations de tous les dispositifs de formation et d'accompagnement, de leurs financeurs et des décideurs politiques.

La viabilité d'un dispositif est définie comme la capacité à fonctionner de manière stable dans le moyen et long terme, à se développer à une **échelle significative** par rapport à l'ampleur et la diversité de la demande et à faire preuve de **résilience face aux chocs et aux crises**. Elle repose sur une combinaison de six dimensions, qui, toutes, peuvent influencer sur les effets du dispositif : **viabilité technique** (des méthodes et des outils adaptés), **viabilité économique et financière** (une capacité à couvrir durablement les coûts et les investissements), **viabilité organisationnelle** (une gouvernance adaptée) et **institutionnelle** (un rôle reconnu dans le tissu institutionnel), **viabilité sociale** (une insertion sociale stable), **viabilité environnementale** (des externalités non dommageables pour l'environnement). La viabilité globale d'un dispositif est le fruit du degré de viabilité atteint dans chacune de ces dimensions spécifiques, mais aussi de la qualité de leur combinaison. Ces dimensions jouant souvent de manière contradictoire (des méthodes et outils adaptés peuvent coûter cher, viabilité technique et gouvernance peuvent s'opposer, ...), la combinaison est difficile à équilibrer, la durabilité difficile à atteindre, et chaque stade de la combinaison des viabilités peut avoir une incidence sur les effets du dispositif.

Bien que les acquis en matière de pérennisation des dispositifs de formation – accompagnement des jeunes soient limités pour l'instant, les échanges ont fait émerger des points de convergence sur la manière d'aller vers la pérennisation :

- **La pérennisation relève d'abord de choix politiques.** Avant de concevoir des dispositifs de formation et d'accompagnement, il faut s'accorder sur une **vision commune de l'agriculture désirée** : quelles fonctions (produire de la sécurité alimentaire ? De la valeur ajoutée ? Des devises ? Des emplois ?...) ? Quelles formes (familiale, entrepreneuriale, industrielle, ...) ? Quelles transformations (intensification industrielle, agro-écologique, ...) ?

« Le deuxième cadrage nous fait demander : quel type d'agriculture voulons-nous ? Lorsque

ce choix politique n'est pas clair et visible par tous les acteurs, les dispositifs qu'on met en place ne durent pas. Le terme « modernisation est un terme dangereux, cela veut dire, au Cameroun, que l'on copie et que l'on colle. Lorsqu'on laisse les jeunes rêver, ils se disent : « mon tracteur sera climatisé » et je serai au même niveau que les autres ! Pourquoi ? Parce que vous avez dit au départ : « je viens travailler pour la sécurité alimentaire ». Mais aucun jeune ne vient s'installer pour faire la sécurité alimentaire. Un jeune s'occupe de sa sécurité mais pas la sécurité alimentaire des autres. Si la question est vers quelle agriculture devons-nous nous tourner, en l'absence de clarté, il devient difficile de pérenniser. (P.B.Ango) ».

Si la vision n'est pas claire et partagée par un large collectif d'acteurs (décideurs, administrations, territoires, bailleurs, organisations agricoles et surtout les jeunes eux-mêmes), l'affectation des ressources (foncier, financements, ...), **les efforts de formation, la réhabilitation sociale de l'agriculture, ... auront peu de chances d'être efficaces et pérennes...**

« L'intervention de ces différents acteurs dépend de la vision qu'on a de l'exploitation familiale. Quand l'État intervient, il a aussi une certaine vision. Les acteurs interviennent en parallèle. Cette complémentarité, cette coopération dont on parle n'existera pas tant que les gens n'auront pas la même vision. Quand le partenaire au développement intervient, sa préoccupation est comparable à celle qu'on a avec l'immigration : comment faire pour que les jeunes ne parviennent pas chez nous, comment faire pour qu'ils restent. Pour l'État, il faut moderniser l'agriculture et mettre des fermes. L'organisation paysanne a une autre vision sur la façon d'installer les jeunes, de moderniser. Tant qu'on ne réfléchit pas sur cette vision commune, il sera difficile de faire travailler ensemble des dispositifs complémentaires. (I.Hatthie)

L'action politique est également nécessaire pour **construire, à l'échelle nationale, une gouvernance de la formation et de l'accompagnement** : qui fait quoi, qui décide, qui coordonne, qui finance, qui évalue, ...

Le cadrage politique doit décider d'un ensemble de choses. La gestion des pouvoirs entre le territoire et le national, entre les partenaires techniques et financiers et l'État, entre l'État et les organisations professionnelles, implique un élément important de cadrage politique. Certains OP semblent vouloir remplacer l'État, ce qui n'est pas possible. Mais si l'État veut tout faire, ce n'est pas possible non plus. Les partenaires techniques et financiers décident à la place de l'État ? Ce n'est pas possible non plus. (P.B.Ango)

Cette gouvernance doit intégrer une réflexion sur l'inclusion des différentes catégories de

jeunes (ceux qui sont déjà dans les dispositifs de formation, ceux qui sont à l'Université, ceux qui sont en perdition dans les villes, ceux qui ont migré et veulent revenir, ...). L'action politique est indispensable pour favoriser la coordination, le dialogue entre acteurs et au final l'appropriation de la vision commune et de l'effort de formation et d'accompagnement. Plus globalement, la pérennisation des dispositifs d'appui est tributaire de la qualité et de la stabilité de l'environnement institutionnel, juridique, sécuritaire, ...

- **La pérennisation requière de la production de connaissances.** Quelles sont les formes d'agriculture à même de répondre à la vision commune évoquée plus haut ? Quels sont les « bons dispositifs » - à même de répondre aux besoins des jeunes, compatibles avec la vision commune de l'agriculture désirée et soutenables par les Etats ? Cette production de connaissance, trop longtemps négligée, impliquant une approche systémique et pluridisciplinaire (agronomie, économie, socio anthropologie, ...), est un point d'appui pour la décision politique mais aussi le pilotage au quotidien des dispositifs de formation et d'accompagnement.

- **Créer et préserver le socle de compétences nécessaires pour la formation et d'accompagnement (ingénierie de formation et d'insertion, pédagogique, financière, ...) est un enjeu majeur de la pérennisation.** La création de ces compétences et leur actualisation représentent un investissement important ; leur préservation dans le temps, au-delà des aléas de financement, de mobilité professionnelle, requière là encore, une vision et une volonté politique déterminée.

- **Trouver des formes de financement durables est bien évidemment un enjeu majeur de la pérennisation des dispositifs.** Le premier défi est ici méthodologique : l'évaluation exhaustive des coûts est une démarche complexe, et plus encore, leur comparaison avec les « bénéfices » générés par l'installation des jeunes (valeur ajoutée et revenus produits, externalités sociales positives, effets de différentes natures...).

Mise en œuvre par AFOP au Cameroun, cette double démarche a montré qu'un jeune installé produit en moyenne en trois ans une valeur ajoutée équivalente à l'investissement public consenti pour le former et accompagner son insertion.

Le second défi engage la capacité d'innovation financière et fiscale d'un large collectif d'acteurs : les Etats et les bailleurs de fond réussiront-ils à coordonner et mutualiser leurs ressources ? Au-delà de ces ressources qui

ne suffiront pas à assurer durablement la pérennisation financière des dispositifs, comment mobiliser les fiscalités locale et sectorielle agricole ?

- **Se donner du temps est une condition essentielle de la pérennisation des dispositifs.** Les processus à l'œuvre mettent en jeu des apprentissages, de la concertation entre acteurs, des innovations méthodologiques, de la coordination, de la résilience, ... qui tous, demandent du temps.



CHANGER D'ECHELLE, UNE EQUATION IMPOSSIBLE ? LA « FORMATION DE MASSE » EN QUESTION

Face aux cohortes de millions de jeunes annoncées sur le marché du travail, les dispositifs étudiés forment et accompagnent l'installation en agriculture de, au mieux, quelques milliers de jeunes par pays et par an. La question du changement d'échelle, souvent résumée par le concept de « formation de masse », est donc cruciale pour les choix politiques et opérationnels de formation et d'insertion agricole.

Avant d'aller plus loin, il a semblé important de **définir le concept de « formation de masse »**. Pour l'AFD, comme pour un certain nombre d'autres bailleurs, il s'agit de « *Comment faire pour que soit repris à une échelle plus grande – du local, régional, au national – un ensemble de dispositifs qui ont montré leur utilité et leur efficacité ? [Plus largement, c'est aussi] rendre accessible l'information, la formation et la montée en compétences d'un grand nombre, avec un ratio coût / efficacité supportable durablement par les États et les acteurs concernés* ». Les opérateurs de terrain, confrontés au quotidien à la complexité des processus de formation – insertion, ont quant à eux, tenu à souligner que « *Passer de 1 à 10 est déjà un changement d'échelle* » ...

Quels leviers d'action pour la formation de masse ?

Tous les intervenants se sont accordés sur **l'urgence de l'effort** à déployer pour étendre la formation et l'accompagnement des jeunes et l'impérieuse nécessité **de ne pas se laisser décourager par l'ampleur des enjeux**. Imaginer que tous les jeunes potentiellement motivés par l'agriculture pourraient intégrer des dispositifs formels de formation – insertion est très probablement illusoire. Mais étendre de manière significative la formation et l'accompagnement, semble possible par une innovation à trois niveaux d'action :

- **Au cœur de l'action de formation de masse, figurent les jeunes formés et les dispositifs existants.** Si l'installation de ces jeunes réussit, ils peuvent devenir le fer de lance de la « massification », par l'exemple de leurs résultats, par les conseils qu'ils fournissent à leurs familles, à leur communauté, par l'effet « tache d'huile » ou en devenant eux-mêmes des formateurs professionnels accueillant des jeunes ou des agriculteurs en activité. Les dispositifs quant à eux peuvent mobiliser leurs propres acquis d'apprentissage au profit de la formation continue de l'ensemble des jeunes agriculteurs

d'un territoire, voire au profit des agriculteurs en activité.

- **Autour de ces noyaux de jeunes formés, des solutions réputées « peu coûteuses », endogènes ou technologiques,** sont à explorer pour étendre l'action. Les ressources de la communication innovante, technologies numériques et réseaux sociaux, mobilisées par les dispositifs, peuvent offrir de nouvelles voies d'information, de sensibilisation, voire de formation. Dans les deux cas, attention cependant à bien évaluer les conditions de mise en œuvre et les effets de ces « solutions peu coûteuses ». Les organisations ont bien souvent elles-mêmes besoin d'appui pour développer les services à leurs membres et ces services ne peuvent pas être durablement bénévoles. Les nouvelles technologies quant à elles nécessitent des infrastructures adaptées, des contenus adaptés, un niveau d'éducation de base suffisant, une capacité d'investir, ...
- **Ces dynamiques vertueuses initiées autour et avec les jeunes, les dispositifs de formation et les collectifs, peuvent être renforcées par une action politique. Mettre en réseau** les dispositifs de formation-insertion, à l'image d'AFOP au Cameroun, où une centaine des centres de formation de différentes origines ont adopté un socle de principes communs, est une voie pour la formation de masse. De même, **coordonner, mettre en lien** les différents dispositifs d'appui au développement agricole, qui souvent travaillent de manière très disjointe, est une piste qui mérite d'être approfondie. Plus globalement encore, développer les conditions d'une massification efficace suppose de **mettre en cohérence les politiques publiques (emploi, agriculture, jeunesse, ...) et leurs acteurs**.

« À Madagascar, nous avons mis en place deux politiques, l'une pour l'emploi et la formation des jeunes, et l'autre pour la formation agricole et rurale spécifiquement. Nous essayons de coordonner les activités mais nous rencontrons des difficultés : tous les partenaires techniques et financiers arrivent avec leur projet qui n'a pas grand-chose à voir avec la politique sur laquelle on a travaillé, alors que ça permettrait pour nous d'avoir cette mise à l'échelle » (Contributrice responsable du programme FORMAPROD).

À l'échelle macro encore, il s'agit aussi **d'agir pour la relocalisation des systèmes alimentaires** (« manger national plutôt que importé ») et **la transformation du regard de la société sur l'agriculture et les agricultures familiales en particulier**.



POUR CONCLURE...

Témoignages et études montrent que les agricultures familiales qui aujourd'hui se transforment peuvent devenir **une alternative pour les jeunes ruraux, un « vrai métier » générant des revenus et une insertion sociale valorisante pour les jeunes et leur famille**. Mais, faute de foncier, de capitaux, de compétences, ... l'installation en agriculture reste le plus souvent un processus difficile et aléatoire. **Des dispositifs émergent sous des formes variées pour accompagner ces processus**. Publiques, privées, ou associatives, les ressources humaines et financières disponibles pour développer ces dispositifs sont limitées, ce qui impose de faire des choix. Quels sont les « bons dispositifs », comment les pérenniser et comment les étendre à une échelle répondant aux enjeux démographiques à venir sont des questions au cœur des préoccupations des décideurs et des financeurs.

Les cinq dispositifs de formation et d'accompagnement analysés ont des effets positifs avérés, pour certains sur plusieurs générations de jeunes ruraux. **Les facteurs de leur « réussite »** résident dans une forte responsabilisation des jeunes, une **formation systémique** donnant une grande place à la pratique et prenant en compte les réalités complexes de l'exploitation agricole. Au-delà de la formation, **l'accompagnement de l'installation** permet de consolider les projets des jeunes et de les ancrer durablement dans les territoires. L'ampleur des enjeux d'installation en agriculture impose de construire des dispositifs de formation et l'accompagnement pérennes.

Financer durablement ces dispositifs constitue une difficulté majeure que seul un renouvellement profond des fiscalités locales et sectorielles pourrait résoudre. Mais plus encore que le financement, c'est **l'action politique qui apparaît déterminante pour pérenniser les dispositifs** : s'accorder sur la vision de l'agriculture souhaitée, mettre en place la gouvernance de la formation et de l'installation à l'échelle des pays, orienter les ressources, construire et stabiliser les compétences, coordonner les acteurs et leur donner les moyens d'agir ... Tout comme la pérennisation, le changement d'échelle de l'action de formation et d'accompagnement nécessaire face aux cohortes de jeunes à venir, reste une équation complexe. Il semble illusoire que les dispositifs formels puissent prendre en charge tous les jeunes désirant s'installer en agriculture. Mais des acteurs innovent aujourd'hui pour créer des **« tissus ruraux »** favorables à l'installation des jeunes : les dispositifs formels de formation et d'accompagnement de l'insertion, mis en relation dans leur complémentarité et leur diversité, constituent la trame de ces tissus, à partir de laquelle rayonnent l'action des jeunes eux-mêmes, celle des organisations professionnelles

qu'ils créent ou qui les soutiennent et celle des territoires. Pour innover, pérenniser et étendre l'accompagnement de l'installation des jeunes en agriculture, et ce faisant, créer de l'emploi agricole et rural décent et viable, un engagement politique résolu et concerté entre gouvernances nationales, organisations professionnelles, territoires, société civile et partenaires techniques et financiers apparaît aujourd'hui indispensable.

